

Le 20 octobre 2011

ASSEMBLEE NATIONALE

126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

Monsieur le Député

Objet : Avenir d'AREVA

Monsieur le Député,

Le Comité de Groupe Européen d'AREVA, qui représente 35.000 salariés, vous interpelle sur les difficultés économiques, sociales et morales rencontrées actuellement par le personnel.

Nous, les salariés d'AREVA croyons dans notre entreprise. Il est urgent que les salariés et leurs compétences soient mis au service de la sécurité et de la recherche avant de disparaître au service de la rentabilité, des profits et des réductions massives de coûts.

Nous sollicitons un rendez-vous d'urgence avec vous pour connaître votre position sur l'industrie nucléaire et le sort destiné aux 35.000 salariés d'AREVA. Nous savons que vos décisions détermineront notre avenir.

Aujourd'hui, les rumeurs les plus déconcertantes courent sur le destin du groupe. Nous ne savons plus si nous pourrions travailler normalement dans 3 mois, dans 6 mois. Nous nous demandons qui a intérêt à déstabiliser les salariés et l'entreprise et pour quelles raisons. Nous craignons que des tentatives de démantèlement d'AREVA soient faites avant les élections présidentielles en amplifiant des arguments financiers et économiques. Les salariés se sentent offensés par l'absence de toute information officielle sur la stratégie et la politique industrielle et sociale du groupe. C'est la presse qui informe tout le monde.

Nous devons, à tout prix, préserver les emplois en France et en Europe. Dans l'hypothèse la plus réductrice concernant l'avenir de l'industrie nucléaire, il est essentiel de garder les compétences techniques afin de garantir la sécurité des installations, la mémoire des études, de la construction et de la maintenance des installations. La décroissance du nucléaire exigerait autant de technicité et de financement que son développement et ne peut raisonnablement se concevoir sans préserver une dynamique de production des installations maintenues en fonctionnement

Est-il imaginable que les salariés et leur savoir-faire qui ont fait de cette entreprise le numéro 1 mondial, se retrouvent sans avenir et sans emploi comme des millions de citoyens européens ?

Le CGE met en garde l'actionnaire majoritaire ainsi que les élus que toute suppression de poste au sein d'AREVA affaiblira la stratégie industrielle, déjà malmenée, en France et en Europe.

AREVA est devenu numéro 1 mondial dans son domaine en moins de 10 ans. Il a conçu et défendu l'idée du « modèle intégré » permettant le suivi et la sécurité du cycle du combustible nucléaire à partir de l'extraction des mines jusqu'à la gestion des déchets. Ce modèle est copié par tous nos grands concurrents aujourd'hui.

AREVA a versé environ 2 Mrds d'€ de dividendes au CEA ces dernières années. A ce jour, l'Etat n'a investi que 300 M€ dans le groupe à l'occasion de l'augmentation du capital de 2010. AREVA a, par ailleurs, secouru T&D qui se trouvait dans de grandes difficultés économiques et sociales. En moins de 6 ans, et grâce au travail de tous les salariés, cette entreprise est devenue prospère en passant de 7 % de parts de marché à 11 % et en embauchant 10.000 personnes sans aide de l'Etat. A nouveau rentable, l'Etat a demandé à AREVA de revendre T&D au secteur privé...

Aujourd'hui, ce sont les mines d'uranium qui risquent, en partie, de partir au secteur privé. Est-ce une décision d'indépendance énergétique responsable ?

Après Fukushima, nous sommes conscients qu'une réflexion profonde est nécessaire sur les choix énergétiques de l'avenir. Quelles que soient les décisions politiques prises dans les mois à venir un bouquet énergétique responsable est un projet à long terme où tous les acteurs compétents, expérimentés et transparents doivent participer. Dans le cadre de ce bouquet énergétique, AREVA fait d'importants investissements dans les énergies renouvelables. Cette activité fait partie intégrante du groupe car porteur de milliers d'emplois aujourd'hui et dans l'avenir. Le CGE demande à l'actionnaire principal de ne vendre aucune partie de cette activité.

La France aura besoin des atouts considérables que représente AREVA avec ses salariés, leur savoir-faire reconnu, leur conscience professionnelle, leur souci permanent d'agir dans la sûreté, la sécurité et la transparence, sans oublier leurs capacités d'innovation et d'adaptabilité. Il est à noter que la réactivité et les compétences des salariés d'AREVA, pour venir en aide aux techniciens de Fukushima, ont été remarquées partout dans le monde.

Décourager ou disperser ces compétences seraient une décision irresponsable, à notre avis, tant au niveau nationale qu'au niveau européen.

EDF songe aujourd'hui à travailler avec Rosatom et d'autres au dépens d'AREVA. Est-il conscient des conséquences industrielles, de la destruction du savoir-faire et de la fuite de l'avancée technologique du groupe ? Est-il conscient que cela peut provoquer une perte de compétences et de savoir-faire d'AREVA pour en donner à nos concurrents ? C'est déjà le cas pour Westinghouse (n'ayant pas ou peu de compétences dans le domaine de générateurs de vapeurs), concurrent américain d'AREVA, à qui EDF a donné une partie du contrat des générateurs de vapeur destinée totalement aux salariés d'AREVA de Bourgogne.

Notre ambition à tous, salariés et citoyens est une sécurité et une transparence du nucléaire sans faille. Nous avons besoin pour cela de maintenir un vrai professionnalisme dans tous les domaines de l'industrie nucléaire. Cette garantie absolue passe par la lisibilité à long terme pour les citoyens. Cette lisibilité, qui permet un haut niveau de sûreté auxquels les peuples ont droit, requiert le maintien et le développement des compétences et des formations des salariés.

Les décisions des élus politiques dans le domaine du nucléaire en cette période critique seront historiques et lourdes de conséquence à court terme et pour les générations à venir auxquelles nous ne devons pas laisser des installations et des surfaces non maîtrisées.

N'oublions pas qu'AREVA est l'un des derniers grands fleurons industriels de la France.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de notre considération la plus distinguée.



Pour le Comité de Groupe Européen d'AREVA - Le Bureau
Maureen Kearney – Secrétaire – maureen.kearney@areva.com
06.08.95.97.34